f L'unior

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

A travers Nos Régions BITAM/LYCÉE PRIVÉ "LA CITÉ": INSTALLATION DU BUREAU DE LA COOPÉRATIVE



LE lycée privé "La Cité", sis au quartier Mongomo-Ayat à Bitam, a procédé dernièrement à l'installation des membres du bureau de sa coopérative. En présence des responsables administratifs, du corps enseignant et des élèves dudit établissement. Le bureau de ladite coopérative baptisée "Élite", est dirigé par Dieudonné Edou Asseko. Il a pour mission d'œuvrer, mais efficacement, à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves dudit établissement scolaire. "C'est la première fois que notre établissement est doté d'un bureau de la coopérative. Vous qui avez aujourd'hui la charge de ce bureau, vous avez la lourde mission de rechercher des solutions aux maux qui minent cet établissement, car gérer un bureau de la coopérative nécessite beaucoup de courage, de maturité et de responsabilité. Je vous exhorte donc à mener à bien les activités dans notre établissement", a lancé le proviseur, Arthur Asseko. Le lycée privé la Cité a été créé en 1989. Il enregistre souvent des résultats satisfaisants au BEPC et au baccalauréat.

SONDE BATATA

Oyem: sensibilisation au droit du conjoint survivant

E.EBANG MVE
Oyem//Gabon

E ministère de la Justice, garde des Sceaux a organisé dernièrement à Oyem une campagne de sensibilisation sur la lutte contre la spoliation du conjoint survivant et la promotion du mariage civil. Ce, dans le cadre du programme gouvernemental Gabon Égalité mené en partenariat avec la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille.

Cette mission était conduite par le conseiller juridique du ministre de la Justice, Karine Ilahou. Laquelle a saisi cette occasion pour appeler les populations à une conscience collective, afin d'éradiquer un phénomène qui est entretenu dans de nombreuses communautés gabonaises. "Nous avons ressenti le besoin en formation et en information sur ces questions. Nous attendons des populations



L'assistance lors de la sensibilisation.

la mise en œuvre et la mise en pratique de la loi. Nous attendons des populations qu'elles reviennent vers les parquets de la République, pour dénoncer les situations de spoliation qui, aujourd'hui, se passent devant tout le monde avec fatalisme", a exhorté Karine Ilahou. Les populations ont été édifiées au cours des exposés animés par le magistrat Félicien Ndzanga, sur "les droits successoraux et légaux du conjoint survivant". Le procureur du tribunal de première instance de Mouila, Roger Darnel Nguema Ondo, est, quant à lui, revenu longuement sur les questions d'état civil. De son côté, le magistrat à la Cour d'appel d'Oyem Ebang Ondo Eyi s'est appesanti sur l'encadrement juridique et les avantages du mariage légal au Gabon.

"Il y a encore trop de femmes, lorsqu'elles perdent leurs maris, perdent en même temps leur identité, leurs droits fonciers, leurs biens, leurs revenus, leur dignité et parfois leurs enfants", a regretté la conseillère de la garde des Sceaux.

Le clin d'œil de





Franceville: la faune soumise à la recherche scientifique

Nadège ONTOUNOU Franceville/Gabon

ANS le cadre du projet de gestion durable de la faune dénommé SWM (Sustainable wildlife management), le ministre délégué aux Eaux et Forêts, Michel Stéphane Bonda, a eu, à Franceville, une séance de travail avec les responsables du Centre interdisciplinaire de recherches médicales de Franceville (CIRMF).

But de cette rencontre, évaluer l'interactivité entre l'implémentation de ce projet de gestion durable de la faune et la recherche scientifique. Un projet coordonné par le ministère des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres, qui encadre et organise l'activité de la chasse. "La manipulation du gibier et de la viande de brousse est souvent



Une phase de la séance de travail au CIRMF.

vecteur de maladies. Il y a des transmissions qui s'exercent de l'animal à l'homme, mais aussi de l'homme à l'animal. Un cas d'Ebola a bien défrayé la chronique au Gabon", a souligné le ministre délégué.

Ce projet a vu l'appui des partenaires tels que l'Union européenne représentée par son ambassadeur Rosario Bento Pais, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) par son représentant, Arslen Bounemra, et l'ambassadeur de France, Alexis Lamek, qui ont pour mission de doter le CIRMF des moyens financiers et d'équipements conséquents pour permettre d'intensifier la recherche. Le directeur général du CIRMF, Jean-Bernard Lekana-Douki, a évoqué les aspects de risques infectieux liés à la consommation de viande de brousse. Voilà pourquoi le CIRMF cherche à connaître l'interactivité qui s'exerce entre l'homme et l'animal par la transmission des maladies infectieuses et virales.